



**MINUSCA**

---

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
**Mercredi, 16 février 2022**

**Texte**

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO, porte-parole de la Force
- Commissaire Serge Ntolo MINKO, porte-parole de la Police

**PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a été reçu ce mercredi, par le nouveau Premier ministre centrafricain, Felix Moloua. Le Représentant spécial a félicité le nouveau chef du Gouvernement pour sa nomination et lui a redit le soutien de la MINUSCA conformément au mandat.

● De son côté, la Représentante spéciale adjointe Lizbeth Cullity a pris part lundi, 14 février, à la réunion du Comité exécutif et suivi (CES) de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR). La MINUSCA se félicite de la tenue de ce CES et de l'esprit constructif qui a prévalu tout au long de cette réunion. Lors de cette 12<sup>e</sup> session ordinaire, la Mission a félicité le Ministre d'Etat du DDRR et du suivi de l'APPR, Willybiro-Sako pour le succès de sa mission de sensibilisation à Mobaye, Bangassou et Zémio de nature à accélérer les opérations de désarmement et démobilisation.

La Mission a également réitéré son soutien à la mise en œuvre de l'APPR ainsi que de la feuille de route de la Conférence internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL) et a souligné l'importance de l'accélérer afin de répondre aux attentes des groupes armés désireux de désarmer, à l'instar de la tendance positive enregistrée dans le Sud-Est du pays. En matière de cantonnement, ou plutôt des sites de regroupement, la MINUSCA demeure disponible pour soutenir ce processus conformément à son mandat. Par ailleurs, la Mission a exprimé ses préoccupations quant à la sécurité des éléments démobilisés ou désengagés.

● Suite à la disparition du fondateur de l'UFDR, Zacharia Damane, le 12 février près de la ville de Ouadda (préfecture de la Haute-Kotto), la MINUSCA demande aux autorités centrafricaines de mener une enquête sur cette affaire.

● La MINUSCA condamne dans les termes les plus forts la diffusion sur les réseaux sociaux d'une fausse correspondance attribuée au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, dont le destinataire serait le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

La MINUSCA informe l'opinion publique que ledit document est un faux, tout comme tout le contenu et la signature qui y est apposée. La Mission estime que la rédaction de cette fausse correspondance constitue une diffamation et une falsification de documents administratifs des Nations Unies. Par conséquent, la MINUSCA met en garde contre toute utilisation dudit document sous quel prétexte que ce soit.

La MINUSCA dénonce par ailleurs cette nouvelle tentative de désinformation et manipulation de la population, dans le cadre d'une campagne savamment orchestrée pour atteindre sa crédibilité et celle de certains contingents. La Mission alerte la population sur le danger que représentent la désinformation et la manipulation, et réaffirme son engagement à combattre ce phénomène, en partenariat avec tous les acteurs concernés.

Le leadership et l'ensemble du personnel de la MINUSCA restent résolument concentrés sur l'exécution du mandat de la Mission, notamment son appui aux efforts pour la paix et la stabilité en RCA.

## **DROITS DE L'HOMME**

- Du 1er au 14 février 2022, la division des droits de l'homme de la MINUSCA (DDH) a documenté et vérifié 22 incidents représentant 27 violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ayant affecté 48 victimes (34 hommes, six filles, quatre femmes, trois groupes de victimes collectives et un mineur de sexe inconnu). S'y ajoutent 26 incidents allégués, représentant 34 violations des droits de l'homme et du droit humanitaire qui auraient affecté 51 victimes.

Le nombre de victimes confirmées a augmenté ces deux dernières semaines, à cause notamment des attaques indéterminées qui ont eu lieu pendant la période sous analyse. La Ouaka a été la préfecture la plus affectée (trois incidents représentant sept violations des droits de l'homme et ayant affecté 15 victimes), suivie de l'Ouham-Pendé (trois incidents représentant trois violations des droits de l'homme affectant sept victimes).

Les acteurs étatiques sont responsables de la majorité des incidents et des violations de ces deux dernières semaines (30 incidents et des violations) tandis que les groupes armés signataires de l'APPR-RCA sont responsables de la majorité des victimes (28 victimes).

- Dans le cadre du mandat de renforcer les capacités des autorités administratives, la division des Droits de l'homme de la MINUSCA a organisé une série d'activités de renforcement des capacités à Bambari, Berbérati, Birao, Bria et Paoua. Ces ateliers ont réuni 135 participants (dont plusieurs femmes), y compris FACA, des agents pénitentiaires, des organisations de la société civile et des membres des communautés. Différents thèmes ont été abordés notamment les droits humains et les violences sexuelles liées au conflit, la protection des victimes et des témoins ainsi que les règles régissant le traitement des détenus.

## **DDR**

- Du 7 au 11 février, une délégation gouvernementale conduite par le Ministre d'Etat chargé du DDR et du suivi de l'Accord de paix, avec l'appui technique de la MINUSCA, a effectué une mission de terrain à Mobaye, Bangassou et Zémio. Cette mission a rencontré les dissidents de la CPC et les chefs des groupes armés de la LRA à Zémio afin de discuter et planifier une approche globale de leur futur désarmement.

- Relativement à la mise en œuvre au projet de réduction de la violence communautaire (CVR), 42 bénéficiaires (dont 13 femmes) ont été sensibilisés à Yaloké, région de Bouar. La session a permis de présenter le projet à la communauté locale et d'inviter les groupes armés à remettre volontairement leurs armes. A Bangassou, un atelier de renforcement des capacités s'est tenu du 08 au 10 février, ciblant 11 représentants d'associations de femmes et 10 représentants de groupes associatifs d'activité génératrice de revenus.

Le projet de réduction de la violence communautaire a été officiellement lancé à Ouandago, dans la Nana-Gribizi, le 10 février en présence du préfet, du sous-préfet de Kaga Bandoro, du maire de Ouandago, des autorités locales, des chefs locaux et de la communauté locale. Par ailleurs, les formations professionnelles, les activités de travail contre revenus et les sessions de sensibilisation sont également en cours à Bangui, Bria, Bossangoa, Ndélé et Birao.

## **BUREAU REGIONAUX**

- Le 9 février, la MINUSCA a participé à une mission conjointe avec des autorités locales et le Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) à Ouandago (50 km de Kaga-Bandoro) destinée à prôner la paix et le vivre-ensemble, après de récentes tensions dans cette ville de la Nana-Gribizi. La délégation a eu des échanges avec les deux communautés en conflit, ainsi qu'avec le maire et les chefs de villages. A la demande de la population, la délégation a promis de renforcer la présence des forces conjointes MINUSCA et Forces armées centrafricaines à Ouandago.

- Les préparatifs des élections locales de septembre, notamment la mobilisation des ressources, les opérations de mise à jour de la cartographie électorale et de la révision du fichier électoral, ainsi que la sensibilisation, ont été au centre d'échanges à Bria, entre une mission conjointe de la Coordination des Opérations de Terrain (UCOT) de la Division de l'Assistance électorale (DAE) de la MINUSCA, et les autorités préfectorales et locales de la Haute-Kotto, les membres de l'Autorité sous-préfectorale des élections/Bria et le bureau local de MINUSCA. Lors de cette rencontre, le 14 février, les participants ont également évoqué les défis logistiques et sécuritaires lors des dernières élections et les recommandations formulées.

Par ailleurs, 237 personnes dont 96 femmes ont été sensibilisées sur différents lors de formations et sensibilisations organisées à Bria par des sections substantives de la MINUSCA à savoir Affaires civiles, Bureau électoral, Communication stratégique et information publique, Droits de l'Homme, Affaires judiciaires et pénitentiaires, et Protection de l'enfant.

- La section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA sensibilise les personnes déplacées à Kaga-Bandoro et Bria. Les 7 et 8 février, elle a organisé deux ateliers devant 41 personnes déplacées, dont 19 femmes, dans deux sites à Kaga-Bandoro afin d'améliorer l'accès à la justice et aux informations juridiques. A Bria, les 10, 11 et 14 février, la section a organisé deux ateliers pour les

personnes déplacées dans le site PK3, en présence de 40 personnes dont 27 femmes. Les thèmes ont notamment porté sur le droit pénal et la procédure pénale, les violences sexuelles liées au genre et au conflit, le droit de la famille et le droit électoral lié aux prochaines élections locales.

## **COVID-19**

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 15 février 2022:

Cas accumulés : 1237 • Cas guéris : 1198 • Cas actifs : 21 • Décès : 9

## **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

La situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire a été relativement calme au cours de la semaine écoulée par rapport à la précédente. L'intensification des patrouilles robustes et la présence accrue de la Force dans les zones ayant connu une certaine activité des groupes armés a permis de restreindre leur liberté de mouvement et ainsi faire diminuer le nombre d'incidents et d'actes contre les populations civiles.

L'actualité de la Force a été marquée par la 12<sup>e</sup> conférence du groupe de commandement, tenue du 10 au 12 février 2021. L'objectif de cette conférence était de familiariser les différents chefs à tous les niveaux de responsabilité avec le mandat, leur donner les directives du leadership de la Mission et du Commandant de la Force sur les ordres d'opération, la prévention sur les abus et exploitations sexuels, ainsi que sur des aspects opérationnels et administratifs clés.

Dans son mot introductif, le Général de corps d'armée Sidiki Daniel Traoré, a rappelé le besoin pour la Force d'agir selon une approche intégrée avec tous les autres acteurs et de renforcer la coopération avec les FACA et les FSI sur le terrain. Quant au Représentant spécial du Secrétaire Général, Mankeur Ndiaye, il a félicité les casques bleus pour leur professionnalisme et leur engagement, ce qui permis de libérer certaines zones, de protéger les populations civiles et d'acheminer l'aide humanitaire qui leur est indispensable.

Le commandant de la Force a reçu la visite d'une délégation marocaine conduite par la Colonel-Major Abdelhaq, présente en RCA dans le cadre de la passation de consignes du commandement du bataillon marocain de Bangassou, qui vient d'achever sa relève après un an d'engagement au service de la paix.

Si la Force a mainte fois salué la coordination des activités opérationnelles avec les FACA dans certaines régions, en vue d'une meilleure synergie d'action, elle déplore toutefois des entraver au travail de la MINUSCA dans d'autres endroits. Ainsi des violations de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République Centrafricaine sur le statut de la MINUSCA (SOFA) ont encore été constatées la semaine passée.

S'agissant de la situation sécuritaire dans la partie Ouest, elle a été quelque peu tendue, avec une présence remarquée des groupes armés. Mais la menace que représentent les engins explosifs improvisés demeure la principale préoccupation et les équipes spécialisées de la Force sont toujours à pied d'œuvre pour dépolluer les axes.

Le 12 février l'équipe EOD du bataillon camerounais est intervenu dans le village de Bedaka pour neutraliser une grenade découverte par un habitant. Cependant dans le village de Nzakoun (86 km de Paoua), un camion de transport de marchandise et de carburant a sauté sur engin explosif. Heureusement aucune perte en vie humaine n'est à déplorer. Il se pourrait que l'explosif improvisé ait été posé les mêmes éléments armés 3R qui ont attaqué et tué 4 personnes dans le village de Togua. Une patrouille bangladaise a été immédiatement dépêchée sur les lieux.

Dans la région Centre, à la suite des renforts déployés à Komayo consécutivement à l'attaque perpétrée la semaine dernière, le calme semble être de retour, mais la Force surveille toujours attentivement la situation afin de permettre un retour progressif des déplacés internes. Les éleveurs continuent d'être pris pour cible par les éléments armés dans les couloirs de transhumance des axes Kabo-Kaga-Bandoro, Kaga-Bandoro-Damara et Kaga-Bandoro-Bambari.

La situation sécuritaire dans la partie Est du territoire de la RCA reste marquée par des incidents contre des éleveurs dans certaines zones de transhumance. Des sensibilisations et des échanges avec les autorités compétentes sur les questions de transhumance ont été engagés afin de trouver une solution durable au problème.

## **ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS**

A Bangui, en plus de la traditionnelle distribution d'eau par les unités de l'Etat-major intégré (JTFB), le bataillon rwandais a réhabilité deux puits dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Bangui et organisé une campagne de médicale pour les populations.

Dans la région Est, le Commandant du bataillon ZAMBATT a assisté à la cérémonie de lancement du club des droits de l'homme du lycée moderne de Birao, qui a été officialisée par le directeur des droits de l'homme de la MINUSCA. Aussi, l'Equipe d'Engagement Féminine du ZAMBATT a partagé des légumes avec les femmes de la ville de Birao afin d'aider à améliorer l'élément nutritionnel de la communauté et de les encourager à cultiver leurs propres potages.

Dans la région Centre, le contingent burundais a mené une sensibilisation sur la COVID-19 et fait un don de semences de légumes dans le cadre de la supervision continue de l'association agricole du village de Binguiti. Dans le secteur Ouest, le contingent bangladais de Bouar poursuit son programme de formation en couture pour les femmes et son unité médicale a prodigué des soins à 133 patients.

## **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

La semaine écoulée a été caractérisée par la visite du chef de la composante police de la MINUSCA, le Commissaire de police Christophe BIZIMUNGU, le 10 février, à la Cour Pénale Spéciale à Bangui où, il a rencontré le Procureur Spécial, près ladite cour, Toussaint Muntazini Mukimapa. Les échanges entre les deux responsables ont porté sur la gestion des procédures pénales en RCA.

Le 9 février, le chef UNPOL a eu un entretien de prise de contact à son bureau d'Ucatex à Bangui avec le nouveau Commandant de l'état-major intégré de Bangui (JTFB), le Général de Brigade Takougnadi Alognime.

Le 11 février, dans le cadre de l'évaluation et du suivi des conditions de vie et de travail des unités de la MINUSCA, le chef d'état-major UNPOL, le Colonel Fadi Abu Khit, accompagné du coordonnateur des Unités de Police Constituées et du représentant du Directeur d'appui à la Mission, se sont rendus à Berbérati dans la préfecture de la Mambéré-Kadéï. Les trois responsables ont visité les bases de l'unité de police constituée sénégalaise et du bataillon tanzanien, et ont échangé avec les deux commandants d'unités sur les difficultés opérationnelle et logistique auxquelles ils sont confrontés.

Le 10 février, la composante Police de la MINUSCA représentée par la coordination de la réforme, a tenu une réunion avec la mission de conseils de l'Union Européenne (EUAM) à Bangui. Cette assise avait pour objet la révision du Plan Global de Redimensionnement et de Redéploiement (PGRR) des Forces de Sécurité Intérieure (FSI). Lors des échanges sur ledit plan, la question de la prise en compte des facteurs tels que l'évolution de la population de chaque localité a été soulevée et la cartographie des communes a été partagée et commentée afin de déterminer les priorités de la réforme des FSI.

Le 10 février toujours, la coordination de la réforme UNPOL a tenu une séance de travail au Commissariat Central de Bangui avec le Directeur de la Sécurité et de l'Ordre Public de la police centrafricaine. Au menu de leur entretien, la désignation de points focaux pour les évaluations et le suivi des activités appuyées par UNPOL à la Police centrafricaine, y compris le suivi du projet d'acquisition et d'acheminement des motos, ainsi que la mise à disposition des documents de cadastre du site abritant le projet de construction du Commissariat de Bimbo.

Le comité technique mixte de recrutement s'est à nouveau réuni le 08 février, au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique à Bangui pour discuter sur le projet de l'arrêté interministériel fixant les règles d'organisation générale du concours de recrutement des FSI. Une autre réunion à cet effet est projetée avec les directeurs des deux écoles de Police et Gendarmerie et le directeur de cabinet du Ministre de l'Intérieur, pour l'évaluation des progrès réalisés et les défis à relever dans le processus.

## **APPUI OPERATIONNEL**

Les états-majors intégrés de la MINUSCA à travers les officiers de police individuels et ceux des unités de police constituées poursuivent conjointement avec leurs homologues des Forces de sécurité intérieure, les patrouilles diurnes et nocturnes sur les artères et carrefours de Bangui et en régions.

Dans cet élan, les unités de police constituées du Sénégal (SENFPU2) et du Cameroun (CAMFPU1), continuent d'assurer l'escorte et la sécurisation des convois des camions de marchandise entre Bangui et Bossembélé.

Dans le cadre du mentorat et du monitoring, les UNPOL se sont entretenus avec les Forces de Sécurité Intérieure sur des thèmes tels que « Le renseignement criminel », « le témoin dans une procédure judiciaire », « les circonstances justifiant l'utilisation d'une arme à feu » et « la recherche de preuves matérielles en matière de sorcellerie ».

Une équipe UNPOL/FSI en patrouille conjointe au camp des personnes déplacées de la « cité de l'amitié » de Ndélé, le 11 février 2022, a échangé avec quelques habitants dudit site sur les violences conjugales, la justice populaire sur la base d'accusation de sorcellerie et la lutte contre la Covid 19.

Les 12 et 13 février, les UNPOL en colocation au Commissariat de Damara se sont rendus dans les villages Kavingo et Libby (pk 45) sous couverture sécuritaire du bataillon burundais, pour sensibiliser les habitants de 20 villages du groupement Imuhoro et Libby sur la sécurité et les différends liées à la transhumance, la collaboration des populations avec les FSI et le rôle d'UNPOL dans la protection des civils et la promotion des droits humains.

Le 12 février, les UNPOL de Bangassou en compagnie d'un responsable de l'église catholique, se sont rendus dans les sites d'accueil de personnes accusées de sorcellerie pour connaître les problèmes auxquels elles sont confrontées sur le plan pénal afin de trouver des esquisses de solution.

**© SCPI 2022**